

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

**du Groupement d'Employeurs des SEM et SPL
de la Ville de Nanterre - « GESSNA »**

**Siège Social : Hôtel de Ville - 88/118 rue du 8 Mai 1945 - 92000 Nanterre
Siège Administratif : 13 rue du Vieux Pont - CS 30005 - 92023 Nanterre Cedex
RNA Nanterre W 922 015 980 ♦ SIREN 844 095 588**

Lundi 17 juin 2024

PROCES-VERBAL

Le 17 juin 2024, à 14 h 00,

Les membres de l'association Groupement d'Employeurs des SEM et SPL de la Ville de Nanterre - GESSNA se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire au siège de l'association, à l'Hôtel de Ville de Nanterre, sous la présidence de Madame Hélène CLEDAT-VAGNE, sur convocation qui leur a été faite par lettre simple.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre en entrant en séance :

- Monsieur ADAM Raphaël, représentant la Société d'Economie Mixte d'Aménagement et de Gestion de la Ville de Nanterre « SEMNA »,
- Madame CLEDAT-VAGNE Hélène, représentant la Société Publique Locale de la Ville de Nanterre « SPLNA ».

La présidence de la séance est assurée Madame Hélène CLEDAT-VAGNE, Présidente de l'Association.

Le Cabinet AFI AUDIT, commissaire aux comptes de l'Association est présent.

L'ensemble des adhérents était présent, l'Assemblée a donc pu valablement délibérer, conformément à l'article 9 des statuts.

Madame la Présidente rappelle que l'Assemblée Générale est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Changement du représentant permanent de la SEMNA au sein de l'assemblée générale du GESSNA,
2. Approbation du rapport de gestion,
3. Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice 2023,
4. Approbation des comptes et opérations de l'exercice 2023,
5. Quitus au Commissaire aux comptes,
6. Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales de dépôt.

La Présidente rappelle que l'ensemble des documents a été adressé à chacun des membres en accompagnement des convocations.

1 – Changement du représentant permanent de la SEMNA au sein de l'assemblée générale du GESSNA

Patrick Jarry, représentant permanent de la SEMNA à l'assemblée générale du groupement d'employeurs des SEM et SPL de la ville de Nanterre a démissionné de cette fonction.

Le conseil d'administration de la SEMNA, lors de sa séance du 13 mai 2024, a donc procéder à la désignation d'un nouveau représentant permanent de la société qui représentera la SEMNA au sein du GESSNA.

Ainsi, après délibération, il a été approuvé à l'unanimité la désignation de Monsieur Raphaël ADAM comme représentant de la SEMNA pour siéger au sein de l'assemblée générale du groupement en remplacement de Monsieur Patrick JARRY.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

2 – Approbation du rapport de gestion

Madame la Présidente demande aux membres de l'association d'approuver le rapport de gestion et de donner acte à la Présidente de sa communication.

Après avoir entendu lecture du rapport de gestion, il est proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire de donner acte à la Présidente de sa communication et d'approuver ce rapport.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

3 – Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice 2023

Après avoir entendu lecture du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels, il est proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire de donner acte à la Présidente de sa communication et d'approuver le rapport du commissaire aux comptes pour l'année 2023.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

4 – Approbation des comptes et opérations de l'exercice 2023

Après avoir rappelé que le bilan, le compte de résultat et les annexes ont été transmis préalablement, il est donné lecture des comptes de l'exercice 2023 (bilan, compte de résultat et annexes), et il est proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire d'approuver les comptes dudit exercice.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

5 – Quitus au Commissaire aux comptes

Il est proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire de donner quitus au commissaire aux comptes de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

6 - Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales et de dépôt

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un exemplaire ou d'un extrait des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales et notamment de dépôt.

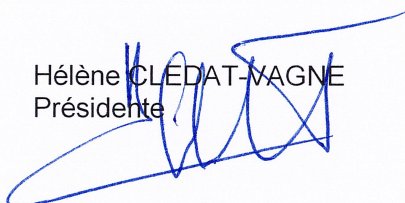
Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant plus la parole, il est décidé de lever la séance.

De tout ceci, il a été dressé le présent procès-verbal pour servir et valoir ce que de droit.

Le 17 juin 2024

Hélène CLEDAT-VAGNE
Présidente





GESSNA



GROUPEMENT D'EMPLOYEURS DES SEM ET SPL
DE LA VILLE DE NANTERRE
ASSOCIATION LOI 1901

Siège social : Hôtel de Ville 88/118, rue du 8 Mai 1945 - 92000 NANTERRE
Bureaux : 13, rue du Vieux Pont – CS30005 - 92023 NANTERRE CEDEX
SIREN 844 095 588 – CODE APE 7830 Z

ASSEMBLEE GENERALE DU 17 JUIN 2024

RAPPORT DE GESTION SUR L'ACTIVITE DU GESSNA AU TITRE DE L'EXERCICE 2023

Mesdames et Messieurs les membres de l'Assemblée générale,

Conformément aux dispositions des statuts du GESSNA signés le 10 octobre 2018, l'Assemblée générale se réunit au moins une fois par an pour approuver le rapport d'activité et les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2023.

Le présent rapport de gestion reprend ces deux sujets soumis au vote des membres de l'Assemblée générale.

I - VIE DE L'ASSOCIATION

1.1. CONSTITUTION DU GESSNA

Le Groupement créé le 19 novembre 2018 à l'initiative de ses sociétés adhérentes, la SEMNA, société d'économie mixte de la ville de Nanterre, et la SPLNA, société publique locale de la ville de Nanterre, a pour dénomination « Groupement d'employeurs des SEM et SPL de la ville de Nanterre - GESSNA ».

Le Groupement, créé sous forme d'association, est notamment régi par la loi du 1er juillet 1901, le décret du 16 août 1901, la loi du 25 juillet 1985, le décret du 13 mars 1986 et la loi du 1er août 2005.

Conformément à la loi n°85-772 du 25 juillet 1985, le Groupement a pour objet la mise à disposition de ses adhérents d'un ou plusieurs salariés, liés au Groupement par un contrat de travail.

Il peut également apporter aux adhérents son aide ou ses conseils en matière d'emploi ou de gestion des ressources humaines.

Le Groupement effectue des opérations à but non lucratif.

Au cours de cet exercice, l'Assemblée générale du GESSNA ne s'est pas réunie.

1.2. LA POLITIQUE SOCIALE

1.2.1. LES EFFECTIFS

L'effectif moyen en équivalent temps plein de la SEMNA à la fin de l'exercice 2023 s'élève à 55.41 personnes. Cet effectif est stable par rapport à celui de 2022.

Sur l'exercice 2023, nous avons eu 5 entrants (1 aide-comptable, 2 caissiers ouvreurs, 1 technicien de maintenance, 1 assistante) et 5 sortants (1 assistante, 1 caissier ouvrier, 1 péager rondier, 2 techniciens de maintenance).

Le GESSNA met à disposition de la SEMNA et de la SPLNA ses salariés, en fonction des besoins exprimés et conformément aux conventions de mise à disposition conclues.

Les frais de personnel et de gestion du GESSNA sont pris en charge par ses sociétés adhérentes.

Les personnels mis à disposition jouissent des mesures de gestion de ressources humaines, dont la formation professionnelle, l'évaluation (entretiens individuels et professionnels), la politique salariale et le droit d'expression et d'information et la représentativité (CSE), mises en œuvre au sein du GESSNA, en application du système de management développé au sein de la SEMNA.

1.2.2. LA POLITIQUE DES RESSOURCES HUMAINES

■ La formation professionnelle

Un plan de formation a été signé entre la Direction du GESSNA et les délégués du personnel début 2023 pour les années 2023 et 2024.

L'ambition du GESSNA, telle que rappelée dans ce plan de formation établi conformément aux attentes et besoins de la SEMNA et de la SPLNA, est de favoriser l'insertion professionnelle, le développement des compétences, contribuer au développement économique et culturel et à la promotion sociale.

Le plan de formation 2023/2024 propose ainsi de développer ou de renouveler les actions entreprises visant à :

- L'adaptation au poste de travail ou l'évolution ou le maintien dans l'emploi,
- Le développement des compétences.

Le plan de formation propose également d'engager 3 actions spécifiques transversales :

- Secourisme / prévention incendie,
- Sensibilisation Qualité Environnementale,
- Echanges/Découvertes d'expériences.

Le plan de formation dispose de moyens importants : l'objectif est de 1 400 heures de formation sur 2 ans et d'un budget dépassant le minimum légal.

Cet objectif a été dépassé sur la première année, avec 762 heures de formation bénéficiant à 47 des 56 salariés du GESSNA pour un budget de 20 575€.

■ Conditions de travail

Les conditions de travail sur l'ensemble des sites gérés par le GESSNA sont bonnes. Nous menons une politique de modernisation régulière des matériels et des locaux.

Aucun évènement notable n'est à souligner en 2023.

■ Les entretiens individuels et professionnels

L'usage des entretiens individuels annuels est désormais bien établi et demeure un moment privilégié pour évaluer et connaître les attentes des collaborateurs, réaffirmer les objectifs et envisager les nouveaux moyens à mettre en œuvre pour les atteindre.

Les entretiens annuels ont été menés fin 2022 / début 2023 et renouvelés fin 2023/début 2024 avec les entretiens professionnels.

■ Le droit d'expression et d'information des salariés

Des réunions régulières du Comité sociale et économique (CSE) du GESSNA permettent d'informer les représentants des salariés des actions, des résultats et des projets des entreprises adhérentes, la SEMNA et la SPLNA. Les délégués font également part des demandes ou des souhaits des salariés.

Le CSE a été renouvelé en 2023, conduisant à l'élection de 3 délégués titulaires (2 du collège employés, 1 du collège cadres) et 2 délégués suppléants (1 du collège employés et 1 du collège cadre), puis à la désignation d'un secrétaire, un secrétaire adjoint et un trésorier du CSE. Le règlement intérieur du CSE a été approuvé.

Les réunions formelles du CSE ont été tenues.

Les délégués gèrent le fond pour les activités sociales et culturelles du CSE (20 289 € versés en 2023) et organisent des sorties, visites et spectacles permettant de rassembler le personnel autour de manifestations festives. Le Comité d'entreprise a bénéficié également d'une subvention de fonctionnement de 4 057 € en 2023.

■ La politique salariale – intéressement et participation

La politique salariale menée au sein du GESSNA en 2023 présente les mêmes caractéristiques qu'antérieurement : elle est liée au progrès de l'entreprise et à l'implication des salariés.

Du fait de la garantie d'évolution inscrite dans l'accord collectif (+1% l'an pendant 15 ans et +0,5% pendant les 5 années suivantes), la masse salariale progresse au minimum de près de 1% par an à effectif constant.

En décembre 2022, le comité des rémunérations a approuvé les dispositions suivantes :

- Augmentation collective de 4%, pour les salariés ayant plus d'un an d'ancienneté au 1^{er} janvier 2023,

- Prime de partage de la valeur de 700€/ salarié (conditions de la prime de partage de la valeur : 3 mois d'ancienneté minimum, proratisation en fonction de la durée de travail prévue au contrat de travail (minoration de la prime pour les temps partiels) et 3 mois de présence effective),
- Enveloppe pour augmentations individuelles ciblées et primes de 10 K€ brut annuel.

Les salariés ont en outre bénéficié en 2023 du versement de l'intéressement lié aux résultats de la SEMNA et de la SPLNA, constatés en 2022, pour un montant total de 242 693€. Pour mémoire, l'accord conditionne l'allocation de l'intéressement, d'une part, au maintien de la double certification ISO 9001 et 14001 qualité et environnement, et d'autre part, à un résultat courant avant impôt dégagé tant par la SPLNA que par la SEMNA, positif.

Les comptes qui sont soumis à votre approbation pour l'exercice 2023 incluent le versement d'intéressement par le GE au titre des résultats dégagés par ses entreprises adhérentes, à hauteur 207 359€ au total

Enfin, la valeur faciale du ticket restaurant a été modifiée, pour ce qui concerne l'exercice 2023, à 10,80€, en augmentation de 1€.

Les accords d'entreprise et d'association

Les salariés mis à disposition de la SEMNA sont tous affiliés à la convention collective nationale dite SYNTEC et bénéficient de plusieurs accords d'entreprise et d'association :

- Le premier est antérieur à la création du GESSNA : un accord sur la RTT qui continue à s'appliquer au personnel du GESSNA à titre d'usage, dans l'attente d'une modification apportée par le GESSNA,
- L'accord d'association a été conclu le 22 décembre 2022 avec prise d'effet en février 2023, à l'issue de son dépôt auprès de la DRIEETS,
- Un accord sur la monétisation des heures de réduction du temps de travail pour la période 2022/2023 a également été signé le 23 janvier 2023,
- L'accord sur le télétravail avait fait l'objet d'un avenant en 2022, ayant principalement pour objet de porter à deux jours, maximum, par semaine le nombre de jours pouvant être télétravaillés et d'élargir les fonctions éligibles au télétravail,
- L'accord de participation de groupe signé le 24 juin 2019, prorogé pour trois ans par avenant du 30 juin 2022,
- L'accord d'intéressement de groupe, signé le 24 juin 2019, prorogé pour trois ans par avenant du 30 juin 2022.

Enfin, l'accord relatif à la déconnexion, signé en 2019, n'a pas fait l'objet de modifications.

1.3. REFACTURATION DES CHARGES PAR LE GESSNA

Le groupement d'employeurs engage deux types de dépenses :

- Les charges de personnel (salaires, intéressement, cotisations...),
- Les frais directement rattachés aux salariés (formation, logiciel de paye, biens confiés en avantages en nature, tels que véhicules de fonction, carburant, frais de déplacement,) et liés à la structure créée (frais d'acte, conseil juridique, commissariat aux comptes, logiciel comptable, ...).

Ces charges sont refacturées par le groupement à l'euro aux sociétés membres. C'est pourquoi, des règles de ventilation doivent être arrêtées strictement et inscrites dans les conventions de mise à disposition de moyens signées entre le groupement et chacun de ses membres.

La clé « masse salariale » est mise en place en vue de répartir les charges de personnels et les frais de structure supportés par le GESSNA entre la SEMNA et la SPLNA.

Les clés retenues en 2023 sont les mêmes qu'en 2022, à savoir :

- Clés directes des personnels opérationnels :

La répartition des coûts des personnels opérationnels regroupés par activité a été déterminée en fonction des profils et de leurs activités :

Activités	Effectif concerné	Commentaires	Clé proposée
Aménagement	7	Les contrats sont répartis entre les deux sociétés.	Feuille de temps
Maintenance	2	Les interventions peuvent concerner plusieurs activités.	Feuille de temps
Chevreul	2	Les personnels sont dédiés à ce contrat	100%
Cinéma	11	Les personnels sont dédiés à la DSP.	100%
Nettoyage	6	Les interventions peuvent concerner plusieurs activités.	Planning-type
Stationnement	18	Les personnels sont dédiés à la DSP ou aux autres types de contrats.	Au prorata des nombre de places de parking, avec retraitement pour ceux affectés exclusivement à Serpent.

Cas particuliers : auditeurs qualité et représentants du personnel.

- Clé indirecte des personnels fonctionnels :

Cette catégorie recouvre les directeurs, le service comptable et les assistantes.

La clé relative au chiffre d'affaires des deux sociétés a été retenue en 2023 au détriment de la clé relative au temps direct des opérationnels, pour des raisons liées aux spécificités des actions menées par le personnel en cause et à la mise en place plus aisée de la clé ainsi définie.

- L'arrêté des comptes présentés à l'Assemblée générale de la SEMNA, établi concomitamment à celui de la SPLNA, contient une prise en charge des frais de personnel du GESSNA à hauteur de 63%, soit 2 174K€HT.
- L'arrêté des comptes présentés à l'Assemblée générale de la SPLNA, établi concomitamment à celui de la SEMNA, contient une prise en charge des frais de personnel du GESSNA à hauteur de 37%, soit 1 270K€HT.

Ces montants ont fait l'objet d'acomptes réguliers.

Les charges et produits supportées par le GESSNA sont refacturées aux structures adhérentes et sont déterminées comme suit :

	2019		2020		2021		2022		2023	
Salaires et charges sociales	2 496 284		2 520 472		2 570 425		2 907 769		3 317 931	
Charges diverses	90 533		85 146		138 303		155 064		139 025	
Produits divers	5 008		70 576		67 552		11 309		13 334	
Solde à répartir	2 581 809		2 535 042		2 641 176		3 051 524		3 443 622	
SEMNA	1 840 083	71%	1 742 283	69%	1 706 152	65%	1 969 100	65%	2 173 617	63%
SPLNA	741 725	29%	792 758	31%	935 024	35%	1 082 424	35%	1 270 005	37%

Les clés retenues en 2023 par les conseils d'administration des deux structures adhérentes du GE, pour l'année 2024, ont été modifiées et seront les suivantes :

Clés directes des personnels opérationnels :

La répartition des coûts des personnels opérationnels regroupés par activité a été déterminée comme suit en fonction des profils et de leurs activités.

Activités	Effectif concer	Commentaires	Clé proposée
Aménagement (directrice, assistante, responsable marché – travaux, et chefs de projets)	10	Les contrats sont répartis entre les deux sociétés.	Feuille de temps
Exploitation, (directeur et assistante)	2	Les contrats sont répartis entre les deux sociétés.	Feuille de temps
Maintenance	3	Les interventions peuvent concerner plusieurs activités.	Feuille de temps
Chevreul	2	Les personnels sont dédiés à ce contrat	100%
Cinéma	11	Les personnels sont dédiés à la DSP.	100%
Nettoyage	6	Les interventions peuvent concerner plusieurs activités.	Planning-type
Stationnement	18	Les personnels sont dédiés à la DSP ou aux autres types de contrats.	Au prorata des nombre de places de parking, avec retraitement pour ceux affectés exclusivement à Serpent.

Les assistantes de l'exploitation et de l'aménagement auront leur temps réparti conformément à la feuille de temps de leur directeur de rattachement.

Cas particuliers : auditeurs qualité et représentants du personnel.

Clé indirecte des personnels fonctionnels :

Cette catégorie recouvre le directeur administratif et financier, le service comptable, et l'assistante de la direction administrative et financière.

La clé relative au chiffre d'affaires des deux sociétés a été retenue en 2023 au détriment de la clé relative au temps direct des opérationnels, pour des raisons liées aux spécificités des actions menés par le personnel en cause et à la mise en place plus aisée de la clé ainsi définie.

Il est proposé de conserver la répartition 70%-30%.

Cette répartition fera l'objet d'un bilan définitif, avec fixation des coûts à l'euro, lors de la clôture des exercices annuels des trois entités, avec information des différents organes délibérants.

Les conseils d'administration de la SEMNA et de la SPLNA ont en conséquence sur cette base autorisé la signature d'une convention de mise à disposition de personnel entre la SEMNA et le groupement d'employeurs des SEM et SPL de la ville de Nanterre « GESSNA ».

1.5. LA PROFESIONNALISATION

Nos certifications ISO 9001 et ISO 14001 ont été reconduites pour un cycle de 3 ans en 2023, et ont fait l'objet d'un audit de suivi n°1 réalisé par Bureau Veritas, en mars 2024.

L'organisme certificateur n'a relevé aucune réserve majeure ni non-conformité.

Dans son rapport d'audit, l'intervenant a ainsi pu confirmer la conformité de nos procédures et réaffirmer son efficacité.

Cette confirmation constitue une reconnaissance de l'engagement de la Direction et de l'ensemble des salariés dans la démarche qualité et environnement. Notre corpus de procédures est vivant et régulièrement évalué et amélioré.

A l'issue de cette phase de contrôle, l'année 2023 a été marquée par l'engagement d'actions d'approfondissement de nos procédures, afin de garantir la conformité de notre système aux normes ISO 9001 et 14001 dans leur version 2015.

II – L'EXAMEN DES COMPTES

Les comptes ont été arrêtés au 31 décembre 2023 sous le contrôle d'un commissaire aux comptes : le cabinet d'expertise comptable AFI AUDIT.

Les comptes que nous soumettons à votre approbation confirment ces prévisions.

ANALYSE DU BILAN

Le **BILAN 2023** s'équilibre à 4 298 641€ (1 008 990€ en 2022).

A l'actif du bilan

- L'« **actif immobilisé** » les frais d'établissement engagés sont totalement amortis.
- Les « **autres créances** » s'élèvent, au 31 décembre 2023, à 4 159K€. Il s'agit du solde des refacturations SEMNA et SPLNA (les acomptes sont passés au Passif, le solde régularisé en 2024).
- **Les disponibilités** s'élèvent, au 31 décembre 2023, à 140K€.

Au passif du bilan

- Les « **dettes fournisseurs** » s'élèvent à 27 K€ (22 K€ en 2022).
- Les « **dettes fiscales et sociales** » à 1 145 K€ (985 M€ en 2022) correspondent, pour l'essentiel, à un montant important de TVA à décaisser (régularisé en 2024).
- Les « **autres dettes** » s'élèvent à 3 125k€ et correspondent aux acomptes versés par la SEMNA et la SPLNA.

ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT

- PRODUITS D'EXPLOITATION 2023

Chiffre d'affaires net :

Le **chiffre d'affaires** s'élève à 3 444 K€ en 2023 (3 051 K€ en 2022) et concerne les produits liés à la mise à disposition de son personnel à la SEMNA et à la SPLNA.

Les autres produits, pour 12K€, correspondent à des remboursements divers (dont des aides à la formation).

- CHARGES D'EXPLOITATION 2023

Les charges d'exploitation s'élèvent à 3 457K€ (3 062 K€ en 2022).

- Les « **autres achats et charges externes** » s'élèvent à 59 K€ (70K€ en 2022) et concernent les charges suivantes :
 - Honoraires (commissariat aux comptes, expertise-comptable),

- Maintenance informatique (logiciel de paye),
 - Frais de recrutement,
 - Assurances,
 - (...)
- Les **impôts et taxes** contiennent, pour l'essentiel, les taxes sociales supportées par le GESSNA.
 - La **masse salariale (directe et indirecte – cf ci-avant)** s'élève à 3 318 K€ (2 907 K€ en 2022), entièrement prise en charge par la SEMNA et la SPLNA.

ANALYSE DES RESULTATS

Le GESSNA n'a pas vocation à faire des bénéfices.

Comptes annuels

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

GROUPEMENT D'EMPLOYEURS DES SEM ET SPL DE LA VILLE DE NANTERRE

13 Rue du Vieux Pont
92000 NANTERRE

Siret : 84409558800019

mazars

MAZARS

Société d'Expertise Comptable inscrite au tableau
de l'ordre des experts comptables
61 Rue Henri Regnault

92075 PARIS LA DEFENSE

Tél :

Fax :

Courriel :

Web : www.mazars.fr

Sommaire

Etats de synthèse	3
Bilan Actif	4
Bilan Passif	5
Compte de résultat	6
Compte de résultat (suite)	7
Annexe	9
Présentation synthétique, règles et méthodes comptables	10
Notes sur le bilan	12
Notes sur le compte de résultat	16
Etats détaillés	17
Bilan détaillé	18
Compte de résultat détaillé	20



Etats de synthèse

Bilan Actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2023	Net 31/12/2022
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	41 480	41 480		8 296
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaire				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	41 480	41 480		8 296
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés				1 134
Autres créances	4 158 836		4 158 836	561 679
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	139 805		139 805	437 881
Charges constatées d'avance (3)				
TOTAL ACTIF CIRCULANT	4 298 641		4 298 641	1 000 694
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	4 340 121	41 480	4 298 641	1 008 990
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan Passif

	31/12/2023	31/12/2022
CAPITAUX PROPRES		
Capital		
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES		
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		975
Emprunts et dettes financières diverses (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27 408	22 375
Dettes fiscales et sociales	1 145 414	985 641
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	3 125 820	
Produits constatés d'avance (1)		
TOTAL DETTES	4 298 641	1 008 990
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	4 298 641	1 008 990
 (1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	4 298 641	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		975
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	31/12/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens)		
Production vendue (services)	3 444 222	3 051 524
Chiffre d'affaires net	3 444 222	3 051 524
Dont à l'exportation		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	2 500	
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	4 750	11 302
Autres produits	5 484	8
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	3 456 956	3 062 833
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes (a)	59 033	70 741
Impôts, taxes et versements assimilés	71 419	75 611
Salaires et traitements	2 136 650	1 924 653
Charges sociales	1 181 281	983 116
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	8 296	8 296
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Autres charges	277	79
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	3 456 956	3 062 496
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		337
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)		
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		
Produits financiers		
De participation (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)		
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)		
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (4)		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (VI)		
RESULTAT FINANCIER (V-VI)		
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)		337

Compte de résultat (suite)

	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		337
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)		337
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)		-337
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)	3 456 956	3 062 833
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)	3 456 956	3 062 833
BENEFICE OU PERTE		
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		



Annexe

1. Présentation synthétique de GESSNA

La Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion de la Ville de Nanterre (SEMNA) et la Société publique locale de la Ville de NANTERRE (SPLNA) ont décidé de mutualiser leurs ressources humaines afin de répondre à leurs besoins de fonctionnement et d'organisation

Ainsi, par procès-verbaux du 25 juin 2018, leurs Conseils d'administration ont autorisé la création d'un Groupement d'employeurs sous forme d'association, régi par la loi du 1^{er} juillet 1901 et ayant pour dénomination « Groupement d'employeurs des SEM et SPL de la ville de Nanterre - GESSNA ».

GESSNA a été inscrite à l'INSEE le 19 novembre 2018.

L'article 3 des statuts prévoit que l'objet social de GESSNA est

« Le Groupement a pour objet la mise à disposition de ses adhérents d'un ou plusieurs salariés, liés au Groupement par un contrat de travail.

Il peut également apporter aux adhérents son aide ou ses conseils en matière d'emploi ou de gestion des ressources humaines

Dans ces conditions, les contrats de travail des salariés de la SPLNA et la SEMNA ont été transférés conventionnellement au Groupement d'employeurs à compter du 1^{er} janvier 2019.

L'exercice 2023 a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1 janvier 2023 au 31 décembre 2023.

2. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 du 5 décembre 2018 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

❖ Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Immobilisations corporelles	Mode	Durée d'utilisation
Frais de constitution	L	5 ans

2.2. Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances sont dépréciées par une provision lorsque la valeur d’inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.3. Engagement retraite

Le montant des droits de chaque collaborateur a été estimé selon les règles de l’accord d’entreprise de la GESSNA et simulé en fonction des éléments suivants :

- Rotation estimée de l’entreprise
- Probabilité d’espérance de vie
- Taux moyen d’augmentation des salaires
- Taux d’actualisation

Le montant de l’engagement IFC, valorisé auprès de BNP Cardif s’élève à 384 877 € au 31/12/2023.

2.4. Autres informations

- Honoraires du Commissaire aux comptes (décret n° 2008-1487)

Sur 2023, le montant des honoraires du cabinet AFIGEC AUDIT, compris dans les charges de l’exercice, est de 5 728 € HT.

2.5. Événements postérieurs à la clôture

Néant

3. Faits marquants

Néant

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Valeur au début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	41 480			41 480
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	41 480			41 480
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	41 480			41 480

Notes sur le bilan

Immobilisations incorporelles

Frais d'établissement

	Valeurs nettes	Taux (en %)
Frais de constitution		20,00
Frais de premier établissement		
Frais d'augmentation de capital		
Total		

Amortissements des immobilisations

	Valeur en début d'exercice	Augmentation	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	33 184	8 296		41 480
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	33 184	8 296		41 480
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles				
ACTIF IMMOBILISE	33 184	8 296		41 480

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 4 158 836 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif circulant :	4 158 836	4 158 836	
Autres	4 158 836	4 158 836	
Total	4 158 836	4 158 836	

Produits à recevoir

	Montant
CHARGES SOCIALE PRODUITS A RECEVOIR	2
Total	2

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 4 298 641 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an et à 5 ans au plus	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27 408	27 408		
Dettes fiscales et sociales	1 145 414	1 145 414		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	3 125 820	3 125 820		
Produits constatés d'avance				
Total	4 298 641	4 298 641		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :				
(**) Dont envers Groupe et associés				

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS - FACT. NON PARVENUES	13 879
PERSONNEL - PROVISION CONGES PAYES	216 944
CHARGES A PAYER - CONGES PAYES	89 920
CHARGES A PAYER - CHARGES SOCIALES	17 251
ETAT - AUTRES CHARGES A PAYER	1 739
Total	339 733

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2023
Mise à disposition du personnel	3 443 622
Activités annexes	600
TOTAL	3 444 222

Répartition par marché géographique

	31/12/2023
France	3 444 222
TOTAL	3 444 222

Notes sur le compte de résultat

Effectif moyen

Effectif	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
cadres	20	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	35	
Ouvriers		
TOTAL	55	

Etats détaillés

Bilan détaillé

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
201100 – FRAIS DE CONSTITUTION	41 480,00		41 480,00	41 480,00
280100 – AMORTIS. FRAIS ETABLISSEME		41 480,00	-41 480,00	-33 184,00
Frais d'établissement	41 480,00	41 480,00		8 296,00
Immobilisations incorporelles	41 480,00	41 480,00		8 296,00
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	41 480,00	41 480,00		8 296,00
Stocks				
411100 – CLIENTS NON COLLECTIF				1 134,00
Clients et comptes rattachés				1 134,00
409700 – FOURNISSEURS AUTRES AVOIRS				1 809,00
Fournisseurs débiteurs				1 809,00
438700 – CHARGES SOCIALE PRODUITS A	1,66		1,66	
Personnel	1,66		1,66	
445660 – TVA DEDUCTIBLE SUR ABS				3 955,00
445670 – CREDIT DE TVA A REPORTER	19 565,57		19 565,57	3 357,00
445850 – TVA NON ENCORE RECUPERABL	2 255,28		2 255,28	900,00
445860 – TVA SUR FACTURES NON PARV	2 661,03		2 661,03	2 829,12
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	24 481,88		24 481,88	11 041,12
467680 – DEBITEURS DIVERS	4 134 352,79		4 134 352,79	548 828,72
Autres créances	4 134 352,79		4 134 352,79	
Créances	4 158 836,33		4 158 836,33	561 678,84
512800 – CAISSE D'EPARGNE GESSNA	115 580,58		115 580,58	403 505,82
531500 – CAISSE GESSNA				58,51
542000 – TICKETS RESTAURANTS	24 224,40		24 224,40	34 317,00
Disponibilités	139 804,98		139 804,98	437 881,33
Trésorerie	139 804,98		139 804,98	437 881,33
ACTIF CIRCULANT	4 298 641,31		4 298 641,31	1 000 694,17
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	4 340 121,31	41 480,00	4 298 641,31	1 008 990,17

Bilan détaillé

	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
Résultat de l'exercice		
CAPITAUX PROPRES		
AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
518600 – BANQUES CHARGES A PAYER		974,78
Découverts et concours bancaires		974,78
401100 – FOURNISSEURS NON COLLECTIF	13 528,26	5 400,00
408100 – FOURNISSEURS – FACT. NON PARVENUES	13 879,48	16 974,72
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27 407,74	22 374,72
421000 – PERSONNEL REMUNERATIONS COLLECTIF	164,06	
422000 – CSE	2 747,63	1 111,70
423100 – PERSONNEL– NOTE DE FRAIS	55,67	103,58
427100 – PERSONNEL OPPOSITIONS	498,93	
428200 – PERSONNEL – PROVISION CONGES PAYES	216 943,71	161 210,00
431000 – CAISSE URSSAF	68 285,00	63 488,00
437100 – MUTUELLES &PREVOYANVES IPSEC	33 040,63	31 783,70
437200 – CAISSE MUTUELLE ET PREVOYANCE	18 667,52	17 471,62
438200 – CHARGES A PAYER – CONGES PAYES	89 920,35	68 446,00
438600 – CHARGES A PAYER – CHARGES SOCIALES	17 250,74	24 230,83
438700 – CHARGES SOCIALE PRODUITS A RECEVOIR		237,45
442100 – PRELEVEMENT A LA SOURCE	7 376,00	7 064,00
445810 – HISTORIQUE TVA COLLECTEE NON EXIGIB		189,00
445870 – TVA SUR FACTURES A ETABLIR	688 724,33	610 304,79
448600 – ETAT – AUTRES CHARGES A PAYER	1 739,00	
Dettes fiscales et sociales	1 145 413,57	985 640,67
Dividendes à payer		
467780 – CREDITEURS DIVERS	3 125 820,00	
Autres dettes	3 125 820,00	
DETTES	4 298 641,31	1 008 990,17
TOTAL PASSIF	4 298 641,31	1 008 990,17

Compte de résultat détaillé

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Total ventes de marchandises				
708400 – PRODUITS ACTIVITES ANNEXES	3 443 621,66	3 051 523,93	392 097,73	12,85
708800 – AUTRES PRODUITS D'ACTIVITES	600,00		600,00	
Prestation services France	3 444 221,66	3 051 523,93	392 697,73	12,87
Total production	3 444 221,66	3 051 523,93	392 697,73	12,87
740000 – SUBVENTIONS EXPLOITATION	2 500,00		2 500,00	
Subventions d'exploitation	2 500,00		2 500,00	
791200 – TRANSFERT DE CHARGES D'EXP		7 060,00	-7 060,00	-100,00
791400 – TRANSFERTS DE CH.AFFECTANT	4 750,32	4 241,84	508,48	11,99
Transferts de charges	4 750,32	11 301,84	-6 551,52	-57,97
758000 – PRODUITS DIVERS GESTION CO	5 483,65	7,55	5 476,10	NS
Autres produits	5 483,65	7,55	5 476,10	NS
Produits d'exploitation	3 456 955,63	3 062 833,32	394 122,31	12,87
606100 – EAU, GAZ, EDF	275,04		275,04	
606300 – PETIT MATERIEL (<500€ HT UNIT	58,24	433,14	-374,90	-86,55
606400 – FOURNITURES ADMINISTRATIV		203,83	-203,83	-100,00
606800 – AUTRES MATIERES ET FOURNIT	10 423,96	1 693,21	8 730,75	515,63
611000 – SOUS-TRAITANCE GALE (HORS	187,18		187,18	
615500 – ENTRETIEN MATERIEL		134,98	-134,98	-100,00
615600 – MAINTENANCE	7 216,00	16 306,00	-9 090,00	-55,75
616100 – MULTIRISQUES	2 079,29	1 920,29	159,00	8,28
618100 – DOCUMENTATION		539,36	-539,36	-100,00
618500 – FRAIS DE COLLOQUE SEMINAIR	20,00		20,00	
622100 – COMMISSIONS ET COURTAGE S	167,00	75,00	92,00	122,67
622600 – HONORAIRES	22 935,79	14 783,52	8 152,27	55,14
622700 – FRAIS ACTES ET CONTENTIEUX	6,59	19,01	-12,42	-65,33
623800 – DONS ORG. INT.GENERAL (ART.2	769,67	339,95	429,72	126,41
624400 – TRANSPORTS ADMINISTRATIFS		92,00	-92,00	-100,00
625100 – VOYAGES ET DEPLACEMENTS	551,48	667,85	-116,37	-17,42
625600 – MISSIONS	399,52	488,20	-88,68	-18,16
625700 – RECEPTIONS	1 325,89	1 876,71	-550,82	-29,35
626000 – TIMBRE, TELEPHONE, INTERNET,		105,97	-105,97	-100,00
627800 – AUTRES FRAIS ET COMMISIONS	2 076,86	3 215,53	-1 138,67	-35,41
628400 – FRAIS DE RECRUTEMENT DE PE	10 540,00	27 846,65	-17 306,65	-62,15
Autres achats & charges externes	59 032,51	70 741,20	-11 708,69	-16,55
631200 – TAXE D'APPRENTISSAGE	13 809,09	12 869,74	939,35	7,30
633300 – PARTICIPATION FORMATION PR	22 497,49	19 816,50	2 680,99	13,53
633310 – PARTICIPATION FORMATION PR	20 384,32	24 039,83	-3 655,51	-15,21
633400 – PARTICIPATION A L'EFFORT DE	9 140,59	8 517,16	623,43	7,32
633800 – AUTRES taxes sur les salaires	3 848,84	7 293,21	-3 444,37	-47,23
635110 – CONTRIBUTION ECONOMIQUE T	1 739,00	3 067,00	-1 328,00	-43,30
637800 – IMPOTS ET TAXES DIVERSES		7,40	-7,40	-100,00
Impôts, taxes et vers. assim.	71 419,33	75 610,84	-4 191,51	-5,54
641100 – SALAIRES BRUTS (SALARIES)	1 817 806,74	1 577 541,53	240 265,21	15,23
641200 – PROVISION CONGES PAYES	29 962,63	157 934,33	-127 971,70	-81,03
641220 – CONGES PAYES PROVISIONS	55 733,71	23 923,77	31 809,94	132,96
641300 – PRIMES ET GRATIFICATIONS	227 361,98	152 518,59	74 843,39	49,07
641400 – INDEMNITES ET AVANTAGES DI	1 034,12	2 583,50	-1 549,38	-59,97
641600 – REMBOURSEMENT IJSS ET PREV		5 909,42	-5 909,42	-100,00
641700 – AVANTAGES EN NATURE	4 750,32	4 241,84	508,48	11,99
Salaires et Traitements	2 136 649,50	1 924 652,98	211 996,52	11,01

Compte de résultat détaillé

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Charges sociales	1 181 281,16	983 116,05	198 165,11	20,16
681110 – IMMOBILISATIONS INCORPOREL	8 296,00	8 296,00		
Amortissements et provisions	8 296,00	8 296,00		
658000 – CHARGES DIVERSES GESTION C	277,13	79,20	197,93	249,91
Autres charges	277,13	79,20	197,93	249,91
Charges d'exploitation	3 456 955,63	3 062 496,27	394 459,36	12,88
RESULTAT D'EXPLOITATION		337,05	-337,05	-100,00
Résultat financier				
RESULTAT COURANT		337,05	-337,05	-100,00
671800 – AUTRES CHARGES EXCEPT. DE		337,05	-337,05	-100,00
Charges exceptionnelles		337,05	-337,05	-100,00
Résultat exceptionnel		-337,05	337,05	-100,00
RESULTAT DE L'EXERCICE				

GESSNA

Association loi 1901
R.C.S. : Nanterre 844 095 588

Hôtel de Ville
88/118 rue du 8 mai 1945
92000 NANTERRE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels **Exercice clos le 31 décembre 2023**

GESSNA

Hôtel de Ville

88/118 rue du 8 mai 1945

92000 NANTERRE

Aux membres du GESSNA,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la GESSNA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont

porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Présidente.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en

cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Levallois-Perret, le <date de signature électronique>

AFI AUDIT
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale
de Versailles et du Centre

Jérôme REBISCOUL
Associé

Comptes annuels

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

GROUPEMENT D'EMPLOYEURS DES SEM ET SPL DE LA VILLE DE NANTERRE

13 Rue du Vieux Pont
92000 NANTERRE

Siret : 84409558800019

mazars

MAZARS

Société d'Expertise Comptable inscrite au tableau
de l'ordre des experts comptables
61 Rue Henri Regnault

92075 PARIS LA DEFENSE

Tél :

Fax :

Courriel :

Web : www.mazars.fr



Etats de synthèse

Bilan Actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2023	Net 31/12/2022
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	41 480	41 480		8 296
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaire				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	41 480	41 480		8 296
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés				1 134
Autres créances	4 158 836		4 158 836	561 679
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	139 805		139 805	437 881
Charges constatées d'avance (3)				
TOTAL ACTIF CIRCULANT	4 298 641		4 298 641	1 000 694
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	4 340 121	41 480	4 298 641	1 008 990
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan Passif

	31/12/2023	31/12/2022
CAPITAUX PROPRES		
Capital		
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES		
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		975
Emprunts et dettes financières diverses (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27 408	22 375
Dettes fiscales et sociales	1 145 414	985 641
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	3 125 820	
Produits constatés d'avance (1)		
TOTAL DETTES	4 298 641	1 008 990
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	4 298 641	1 008 990
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	4 298 641	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		975
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	31/12/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens)		
Production vendue (services)	3 444 222	3 051 524
Chiffre d'affaires net	3 444 222	3 051 524
Dont à l'exportation		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	2 500	
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	4 750	11 302
Autres produits	5 484	8
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	3 456 956	3 062 833
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes (a)	59 033	70 741
Impôts, taxes et versements assimilés	71 419	75 611
Salaires et traitements	2 136 650	1 924 653
Charges sociales	1 181 281	983 116
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	8 296	8 296
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Autres charges	277	79
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	3 456 956	3 062 496
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		337
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)		
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		
Produits financiers		
De participation (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)		
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)		
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (4)		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (VI)		
RESULTAT FINANCIER (V-VI)		
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)		337

Compte de résultat (suite)

	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		337
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)		337
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)		-337
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)	3 456 956	3 062 833
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)	3 456 956	3 062 833
BENEFICE OU PERTE		
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		



Annexe

1. Présentation synthétique de GESSNA

La Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion de la Ville de Nanterre (SEMNA) et la Société publique locale de la Ville de NANTERRE (SPLNA) ont décidé de mutualiser leurs ressources humaines afin de répondre à leurs besoins de fonctionnement et d'organisation

Ainsi, par procès-verbaux du 25 juin 2018, leurs Conseils d'administration ont autorisé la création d'un Groupement d'employeurs sous forme d'association, régi par la loi du 1^{er} juillet 1901 et ayant pour dénomination « Groupement d'employeurs des SEM et SPL de la ville de Nanterre - GESSNA ».

GESSNA a été inscrite à l'INSEE le 19 novembre 2018.

L'article 3 des statuts prévoit que l'objet social de GESSNA est

« Le Groupement a pour objet la mise à disposition de ses adhérents d'un ou plusieurs salariés, liés au Groupement par un contrat de travail.

Il peut également apporter aux adhérents son aide ou ses conseils en matière d'emploi ou de gestion des ressources humaines

Dans ces conditions, les contrats de travail des salariés de la SPLNA et la SEMNA ont été transférés conventionnellement au Groupement d'employeurs à compter du 1^{er} janvier 2019.

L'exercice 2023 a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1 janvier 2023 au 31 décembre 2023.

2. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 du 5 décembre 2018 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

❖ Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Immobilisations corporelles	Mode	Durée d'utilisation
Frais de constitution	L	5 ans

2.2. Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances sont dépréciées par une provision lorsque la valeur d’inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.3. Engagement retraite

Le montant des droits de chaque collaborateur a été estimé selon les règles de l’accord d’entreprise de la GESSNA et simulé en fonction des éléments suivants :

- Rotation estimée de l’entreprise
- Probabilité d’espérance de vie
- Taux moyen d’augmentation des salaires
- Taux d’actualisation

Le montant de l’engagement IFC, valorisé auprès de BNP Cardif s’élève à 384 877 € au 31/12/2023.

2.4. Autres informations

- Honoraires du Commissaire aux comptes (décret n° 2008-1487)

Sur 2023, le montant des honoraires du cabinet AFI AUDIT, compris dans les charges de l'exercice, est de 5 728 € HT.

2.5. Événements postérieurs à la clôture

Néant

3. Faits marquants

Néant

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Valeur au début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	41 480			41 480
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	41 480			41 480
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	41 480			41 480

Notes sur le bilan

Immobilisations incorporelles

Frais d'établissement

	Valeurs nettes	Taux (en %)
Frais de constitution		20,00
Frais de premier établissement		
Frais d'augmentation de capital		
Total		

Amortissements des immobilisations

	Valeur en début d'exercice	Augmentation	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	33 184	8 296		41 480
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	33 184	8 296		41 480
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles				
ACTIF IMMOBILISE	33 184	8 296		41 480

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 4 158 836 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif circulant :	4 158 836	4 158 836	
Autres	4 158 836	4 158 836	
Total	4 158 836	4 158 836	

Produits à recevoir

	Montant
CHARGES SOCIALE PRODUITS A RECEVOIR	2
Total	2

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 4 298 641 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an et à 5 ans au plus	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27 408	27 408		
Dettes fiscales et sociales	1 145 414	1 145 414		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	3 125 820	3 125 820		
Produits constatés d'avance				
Total	4 298 641	4 298 641		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :				
(**) Dont envers Groupe et associés				

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS - FACT. NON PARVENUES	13 879
PERSONNEL - PROVISION CONGES PAYES	216 944
CHARGES A PAYER - CONGES PAYES	89 920
CHARGES A PAYER - CHARGES SOCIALES	17 251
ETAT - AUTRES CHARGES A PAYER	1 739
Total	339 733

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2023
Mise à disposition du personnel	3 443 622
Activités annexes	600
TOTAL	3 444 222

Répartition par marché géographique

	31/12/2023
France	3 444 222
TOTAL	3 444 222

Notes sur le compte de résultat

Effectif moyen

Effectif	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
cadres	20	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	35	
Ouvriers		
TOTAL	55	